8 millions de personnes pauvres en France… et ce n'est pas fini

17/08/2010 à 6h13

Hausse du chômage, situation aggravée pour les plus pauvres… Un tableau noir dressé par l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion, dans son rapport sur ses dix ans d'activité, publié ce jeudi [25 février 2010].

La France compte plus de 8 millions de personnes pauvres, le même nombre qu'il y a dix ans. Avec une différence : la situation des plus vulnérables s'est «*dégradée*» et risque de s'aggraver avec la crise. C'est le constat fait par l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) dans son dernier rapport. Le document a été rendu public jeudi, jour du dixième anniversaire de l'ONPES, en présence du secrétaire d'Etat chargé du Logement Benoist Apparu et de Martin Hirsch, Haut commissaire aux Solidarités actives.

Dans cette sixième édition, outre un bilan des travaux de l'ONPES depuis dix ans, le rapport s'attarde en particulier sur une étude sobrement intitulée Impact de la crise sur la pauvreté.

Ses auteurs, des membres de l'Observatoire français des conjonctures économiques, estiment que la montée «*brutale*» du chômage en 2008, suite à la crise économique et financière n'est «*que le début de l'ajustement du marché du travail et va se poursuivre dans les années qui viennent.*» «*Nous entrons actuellement dans une phase de chômage durablement élevée*», avec des «*conséquences considérables en termes sociaux*».

1,8 million de Français vivent avec moins de 602 euros par mois

L’étude précise que le taux de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté (moins de 60% du revenu médian, soit 908 euros par mois) n’a guère évolué, passant de 13,6% à 13,4% de la population entre 1998 et 2007, ce qui représente plus de huit millions de personnes en 2007.

La proportion de la population subsistant avec 40% du revenu médian (soit 602 euros) a, quant à elle, augmenté de 2,1% en 2002 à 3,1% en 2007. Ils étaient 1,8 million dans ce cas il y a trois ans.

«*Parmi les personnes pauvres, la situation des plus pauvres s’est donc sensiblement dégradée*», s’alarme l’ONPES dans son compte-rendu, publié au 10e anniversaire de cet organisme. Avec un facteur aggravant souligné par Agnès de Fleurieu, présidente de l’ONPES : «*La dégradation du marché du travail, en touchant les personnes qui étaient déjà les plus vulnérables, engendre un risque d’irréversibilité du chômage et de la pauvreté*». Alors que le secrétaire d’Etat à l’Emploi, Laurent Wauquiez, a annoncé ce matin que l’Etat et l’Assurance chômage allaient débloquer des fonds pour les chômeurs en fin de droits, le rapport constate effectivement que le «t*aux d’ancienneté du chômag*e» est plus important en 2010 qu’il y a 3 ans, aggravant le niveau de pauvreté moyen des chômeurs.

«*Un million de chômeurs vont se retrouver en fin de droits en 2010*», a-t-elle rappelé. Si les statistiques disponibles sur la pauvreté ne donnent pas encore de données précises sur les effets de la crise, l’ONPES note que les associations sont «*particulièrement préoccupées par l’augmentation des demandes d’aide alimentaire et financière enregistrée depuis l’automne 2008*». Un «*système de veille sociale*» mis en place en 2009 pour faire remonter les impressions des «*acteurs de terrain*» a également déjà fait apparaître un recours plus importants des jeunes et des personnes âgées aux aides sociales.

Pauvres avec emploi

Phénomène déjà souligné dans le précédent rapport il y a deux ans, la pauvreté touche également les personnes employées. Les travailleurs pauvres étaient 1,9 million en 2007, soit 6,7% des salariés. En 2005, ils étaient déjà 1,7 millions (7% des travailleurs).

«*On doit avoir moins de travailleurs pauvres, malgré la crise*», a plaidé Martin Hirsch. Il a également averti que la prochaine réforme des retraites devra veiller à ce que «*travailler plus longtemps soit compatible avec le fait de ne pas pénaliser et ne pas faire renaître la pauvreté chez celles et ceux pour lesquels le parcours de travail a été chaotique*».

Enfin, «*phénomène nouveau*», l'ONPES s'inquiète d'une «*désespérance accrue des personnes pauvres*» qui se traduit par des états «*dépressifs*» et des attitudes de ressentiment. D'autant plus préoccupant, note le rapport, qu'on «*peut y voir moins l'effet de la crise que l'expression d'un processus long de fragmentation la société française*».

Libération